

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE DE SAINT AUBIN

Place de la Mairie

62170

Tel/Fax : 03 21 94 21 13

Email : mairie-saint-aubin62@wanadoo.fr

Vu pour être annexé à la délibération
n°2019-59 en date du 14 mars 2019.

Le Président de la CA2BM

Bruno COUSEIN



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Les membres du Conseil Municipal se sont réunis le 4 décembre 2015 à 20h, suite à la convocation du 27 novembre 2015, sous la Présidence de M. Bertrand LEFEBVRE, Maire. Etaient présents tous les membres en exercice à l'exception de Julien BERNARD (procuration donnée au Maire) et Stéphanie MAILLARD (procuration donnée à Daniel THILLIEZ) excusés. Est désignée secrétaire de séance : Mme Béatrice LAUZEL

Nombre de Conseillers en exercice : 11 Présents : 9 Votants : 11 (dont 2 procurations)

Objet : DÉCISION DU CONSEIL MUNICIPAL DE PRESCRIRE L'ELABORATION DU PLAN LOCALE D'URBANISME (PLU) SUR L'INTÉGRALITÉ DU TERRITOIRE (révision du POS)

Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au Renouvellement Urbain ;

Vu la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) dite loi Grenelle II ;

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 dite « loi pour l'Accès au Logement et en urbanisme Rénové » (ALUR) ;

Vu le code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le code de l'Urbanisme et notamment ses articles L123.6 et L300.2 ;

Vu le Schéma de Cohérence Territorial approuvé par délibération du Syndicat Mixte du Montreuillois en date du 30 janvier 2014 ;

Vu le Plan d'Occupation des Sois actuellement en vigueur sur le territoire de la commune ;

Le Maire présente les motifs de l'élaboration du PLU :

- Permettre à la commune de conduire une politique de développement durable conforme à ses objectifs,
- conserver une réglementation d'urbanisme propre à la commune afin de rester maître de l'aménagement et l'organisation de l'urbanisme communale,
- Ouvrir certaines zones à la construction pour éviter les dents creuses et densifier le centre du village,
- réviser les conditions de constructibilité de certaines zones au regard de la nature des terrains, leurs accessibilités, leurs situations.

- permettre une adaptation du règlement d'urbanisme aux nouvelles normes notamment en faveur d'un développement durable,
- La réalisation du Plan Local d'Urbanisme est aussi l'occasion d'une appropriation locale mieux intégrée de la gestion de l'environnement réglementée par les lois successives sur l'eau, l'air, le bruit, le paysage, ainsi que la loi « Littoral » et ses textes d'application

Pour établir le diagnostic et l'étude nécessaires jusqu'à l'approbation du Plan Local d'Urbanisme, il nous faudra nous entourer d'un cabinet d'études pluridisciplinaire ayant des compétences affirmées en urbanisme, en architecture, en paysage, en environnement et en droit de l'urbanisme.

Considérant qu'il y a lieu de réviser le Plan d'Occupation de Sols, après avoir entendu l'exposé du Maire et en avoir délibéré, **le conseil municipal décide à l'unanimité des membres présents et représentés :**

1. de prescrire l'élaboration d'un PLU :
 - le PLU est le document stratégique qui traduit l'expression du projet politique d'aménagement et de développement du territoire de la commune. Il est également un outil réglementaire qui fixe les règles et modalités de mise en œuvre de ce projet en définissant l'usage des sols.
 - Le PLU traduit les objectifs de réduction de consommation des espaces agricoles définis par le SCOT et d'optimisation des espaces déjà urbanisés alors que la commune fait face à une demande de production de logements dans un contexte d'attractivité due à sa situation proche du littoral.
 - Le Plan d'Occupation des Sols approuvé à l'obligation d'intégrer les dispositions de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite Loi « Grenelle II ».
 - Les POS engagés dans une procédure de révision avant le 31 décembre 2015 disposeront de trois ans maximum après la publication de la loi pour terminer leur procédure dans le respect de l'article L 123-1. Pour un POS engagé dans une procédure de révision sous forme de PLU avant le 31 décembre 2015, il sera possible de maintenir le POS jusqu'au 27 mars 2017. Après cette date, si le PLU n'est pas approuvé, le POS devient caduc et le RNU s'applique
 - Le Schéma de Cohérence Territoriale du pays du Montreuillois avec lequel le PLU doit entretenir une relation de compatibilité, a été approuvé le 30 janvier 2014. Par conséquent, le Plan d'Occupation des Sols doit être modifié
2. que l'élaboration porte sur l'intégralité de la commune conformément à l'article L123.1 du Code de l'Urbanisme.
3. que la concertation sera mise en œuvre selon les modalités suivantes :
 - Publication d'articles dans la presse locale : La voix du nord et le journal de Montreuil ;
 - Mise à disposition en mairie d'éléments d'étude tout au long de la réflexion engagée jusqu'à ce que le Conseil Municipal arrête le projet de PLU ;
 - Mise à disposition en mairie d'un registre servant à recueillir par écrit les remarques ;
 - Enquêtes auprès de la population ;
4. de demander, conformément à l'article L 121-7 du Code de l'Urbanisme, que les services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais soient mis gratuitement à la disposition de la commune pour assurer la conduite de l'étude telle que définie dans la convention de mise à disposition,

5. de donner délégation au Maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service concernant l'élaboration du PLU,
6. de solliciter de l'Etat qu'une dotation soit allouée à la commune pour couvrir les dépenses nécessaires à l'élaboration du PLU conformément à l'article L121-7 du Code de l'Urbanisme,
7. que les crédits destinés au financement des dépenses de l'exercice considéré seront imputés sur le chapitre 20 article 202.

Conformément à l'article L123-6 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- A la Préfète et au Sous/Préfet,
- Aux Présidents du Conseil Régional et du Conseil Départemental,
- Aux Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers et de la Chambre d'Agriculture,
- Au Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale compétent en matière de Schéma de Cohérence Territoriale,
- Au centre national de la propriété forestière.

Conformément à l'article R123-26 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, d'une mention dans un journal diffusé dans le département.

Adopté à l'unanimité des membres présents et représentés.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant le maire dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de l'article R.421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de LILLE (143 rue Jacquemarts Gielée – BP 2039 – 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de 2 mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Fait et délibéré le
Jour, mois et an susdit

Le Maire,
Bertrand LEFEBVRE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-216207423-20151218-D201518-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/12/2015



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20190314-2019-51AN3-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 21/03/2019





COMMUNE DE SAINT AUBIN

Place de la Mairie

62170

Vu pour être annexé à la délibération
n°2019-59 en date du 14 mars 2019.

Le Président de la CA2BM

Bruno COUSEIN

Tel / Fax : 03.21.94.21.13

Email : mairie-saint-aubin62@wanadoo.fr

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Les membres du Conseil Municipal se sont réunis le 10 février 2017 à 20h, suite à la convocation du 3 février 2017, sous la Présidence de M. Bertrand LEFEBVRE, Maire.

Etaient présents tous les membres en exercice à l'exception de Julien BERNARD excusé.

Est désignée secrétaire de séance : Stéphanie MAILLARD

Nombre de Conseillers en exercice : 11 Présents : 10 Votants : 10

Objet : DEMANDE D'ACCORD DE LA COMMUNE A POURSUIVRE L'ETUDE DU PLU PAR LA CA2BM

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 dite « loi pour l'Accès au Logement et en Urbanisme Rénové » (ALUR), et notamment son article 136 ;

Vu la loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et notamment son article 13 ;

Vu le code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.151-1 et suivants et R151-1 et suivant;

Vu l'arrêté Préfectoral en date du 31 août 2016 entérinant la fusion-transformation des Communautés de Communes du Montreuillois, d'Opale-Sud et de Mer et Terres d'Opale en Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois (CA2BM) au 1^{er} janvier 2017 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 30 novembre 2016 complémentaire à l'arrêté portant création de la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois, et notamment son article 1 qui prévoit que « la CA2BM exerce de plein droit au lieu et place des communes membres les compétences en matière d'aménagement de l'espace communautaire : schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale »

Considérant que la CA2BM est compétente en matière de PLU ;

Considérant que la commune de Saint Aubin a prescrit l'élaboration d'un plan local d'urbanisme par délibération de son conseil municipal en date du 27 novembre 2015 ;

Considérant l'article L.153-9 du code de l'urbanisme créé par ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015, « l'établissement public de coopération intercommunale mentionné au 1° de l'article L153-8 peut décider, après accord de la commune concernée, d'achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme ou d'un document en tenant lieu, engagée avant la date de sa création, y compris lorsqu'elle est issue d'une fusion ou du transfert de cette compétence. Il se substitue de plein droit à la commune dans tous les actes et délibérations afférents à la procédure engagée avant la date de sa création, de sa fusion, de la modification de son périmètre ou du transfert de la compétence »

Considérant que pour permettre la poursuite de ces projets, le conseil municipal doit délibérer afin de donner un accord à l'achèvement de leur PLU par la CA2BM.

Il est demandé au conseil municipal de bien vouloir donner son accord pour la poursuite de l'étude et à l'achèvement de la procédure d'élaboration du PLU de Saint Aubin par la CA2BM au travers des actes, des études et notamment par l'organisation de l'enquête publique, et le vote d'approbation dans le respect des délais annoncés.

Adopté, à l'unanimité des membres présents.

Fait et délibéré les
Jour, mois et an susdit

Le Maire,
Bertrand LEFEBVRE





**DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DES 2 BAIES EN MONTREUILLOIS**

L'an deux mille dix-sept, le vingt-sept avril à dix-huit heures trente, le Conseil s'est réuni à la salle du Cosec 1 à Ecuire, sous la présidence de M. Bruno COUSEIN, suite à la convocation du 20 avril 2017, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la CA2BM.

Etaient présents : Bruno COUSEIN, Philippe COUSIN, Philippe FAIT, Sébastien BETHOUART, Philippe FOURCROY, Joël LEMAIRE, Walter KAHN, Jacques FLAHAUT, Claude VILCOT, Geneviève MARGUERITTE, Jean-Claude ALLEXANDRE, Gaston CALLEWAERT, Jean-Claude GAUDUIN, Jean-Claude DESCHARLES, Mary BONVOISIN, Charles BAREGE, Claude COIN, Patrick HERLANGE, Danièle BERTIN, Jean-Marie MICHAULT, Jean-Jacques OPRESCO, Claudine OBERT, Jean-Claude RICART, Claudine TORABI, Jérôme DELETRE, Marie-France BUZELIN, Marie-Claude LAGACHE, David CAUX, Dominique MASSON, Hubert DOUAY, Gérard JEGOU, Alain DELORME, Emile CREPIN, Evelyne LENGLET, Didier BOMY, Margarète BARBARA, Daniel JUMEZ, Hubert MAQUAIRE, Christelle BEURAIN, Frédéric CADET, Maryse MAILLART, Pascal THIEBAUX, Jean-Pierre LAMOUR, Francis LEROY, Norbert MAGNIER, Maurice NEUVILLE, Patrick VIOLIER, Jean LEBAS, Jean-François ROUSSEL, Benoît ROUZE, Michel FOUQUES, Sophie MOREL, Sascha MAIGNAN, Laurent SAGNIER, Jean-Paul de LONGUEVAL, Daniel BOURDELLE, René VAMBRE, Maryse JUMEZ, Bertrand LEFEBVRE, Hubert DEGRIEVE, Véronique GRAILLOT, Alain SALOMON, délégués titulaires. Bernard ELOY, Louis DELENCLOS, délégués suppléants.

Etaient excusés et avaient donné pouvoir :

Daniel FASQUELLE a donné pouvoir à Bruno COUSEIN
Pierre-Georges DACHICOURT a donné pouvoir à Claude VILCOT
Marc DELABY a donné pouvoir à Gérard JEGOU
Valérie DECLERCQ a donné pouvoir à Jean-Jacques OPRESCO
Jocelyne CAULIER a donné pouvoir à Danièle BERTIN
Gérard RATYNSKA a donné pouvoir à Laurent SAGNIER
Yannick VEREZ a donné pouvoir à Gaston CALLEWAERT
Lucien BONVOISIN a donné pouvoir à Philippe FAIT
Josiane BOUTOILLE a donné pouvoir à Christelle BEURAIN
Benoît ROUZE a donné pouvoir à Hubert DOUAY jusqu'à 18 h 50
Lilyane LUSSIGNOL a donné pouvoir à Michel FOUQUES
Cécile MIOTTI a donné pouvoir à Mary BONVOISIN
Thierry SAMIEC a donné pouvoir à René VAMBRE
Michel MEURILLON a donné pouvoir à Sébastien BETHOUART
Bruno DELENCLOS a donné pouvoir à Philippe COUSIN
Jeannine SAMASSA a donné pouvoir à Joël LEMAIRE

Etaient excusés et représentés par un suppléant :

Michel HEDIN représenté par Bernard ELOY
Christine LAUTROU représentée par Louis DELENCLOS

Etaient absents excusés et non représentés :

Dominique DELSAUX, Michel PETIT, Jean-François LEBLANC.

Bruno ROUZE est arrivé à 18h50 avant le vote de la délibération n° 2017-109

Hubert MAQUAIRE est arrivé à 19h05 avant le vote de la délibération n° 2017-114

Daniel JUMEZ est parti à 19h25 avant le vote de la délibération n°2017-116

Secrétaire de séance : Hubert DOUAY

2017-109 - Planification urbaine : Poursuite de l'élaboration du PLU de la commune de Saint Aubin par la CA2BM

Le Président expose à l'assemblée :

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 «Accès au Logement et pour un Urbanisme Rénové » (ALUR) ;

Vu la loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et notamment son article 13 ;

Vu la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté, publiée le 28 janvier 2017 ;

Vu le code de l'urbanisme, et notamment l'article L. 153-9 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 5216-5 I 1° et 2° ;

Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1er janvier 2017 de la communauté d'agglomération des deux baies en montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des communautés de communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et terres d'Opale ;

Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la communauté d'agglomération de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Saint Aubin en date du 27 novembre 2015 prescrivant l'élaboration du plan local d'urbanisme, définissant les objectifs poursuivis et fixant les modalités de concertation ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Saint Aubin en date du 10 février 2017 donnant son accord concernant la poursuite de la procédure de PLU par la communauté d'agglomération des deux baies en Montreuillois ;

Considérant que la CA2BM est désormais compétente en matière de plan local d'urbanisme ;

Considérant que l'article L 153-9 I modifié par la loi égalité et citoyenneté prévoit que l'EPCI peut achever les procédures engagées avant la fusion. « Lorsque la procédure a été engagée par la commune, l'accord de celle-ci est requis ».

L'EPCI se substitue de plein droit à la commune dans tous les actes et délibérations afférents à la procédure engagée avant la fusion ;

Considérant que pour permettre la poursuite de ces projets, le conseil municipal doit délibérer afin de donner un accord à l'achèvement de leur PLU par la communauté d'agglomération ;

Considérant que le conseil municipal de la commune de Saint Aubin a donné son accord à la poursuite de l'élaboration du PLU par l'EPCI par délibération en date du 10 février 2017 ;

Il est demandé au conseil communautaire de bien vouloir :

- approuver la poursuite de l'élaboration du PLU de la commune de Saint Aubin par la CA2BM,
- autoriser le Président à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier,
- prendre en charge le solde de l'étude pour laquelle les crédits sont prévus au budget.

Adopté à l'unanimité

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 27/03/2019

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de 2 mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme au registre des délibérations.

Publié le - 2 MAI 2017
Exécutoire le - 3 MAI 2017

Le président,

Bruno COUSEIN



Le président,

Bruno COUSEIN



REÇU LE

3 - MAI 2017

**SOUS-PREFECTURE
DE MONTREUIL**

**DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAL
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DES 2 BAIES MONTREUILLOIS**

L'an deux mille dix-sept, le quatorze décembre à dix-huit heures trente, le Conseil s'est réuni à la salle du COSEC 1 à Ecuire, sous la présidence de M. Bruno COUSEIN, suite à la convocation du 08 décembre 2017, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la CA2BM.

Etaient présents : Bruno COUSEIN, Michel FOUQUES, Philippe COUSIN, Philippe FAIT, Sébastien BETHOUART, Philippe FOURCROY, Joël LEMAIRE, Walter KAHN, Jacques FLAHAUT, Claude VILCOT, Geneviève MARGUERITTE, Jean-Claude ALLEXANDRE, Pierre-Georges DACHICOURT, Gaston CALLEWAERT, Jean-Claude GAUDUIN, Jean-Claude DESCHARLES, Mary BONVOISIN, Claude COIN, Hubert DOUAY, Patrick HERLANGE, Danièle BERTIN, Jean-Marie MICHAULT, Jocelyne CAULIER, Jean-Jacques OPRESCO, Jean-Claude RICART, Marie-France BUZELIN, David CAUX, Yannick VEREZ, Gérard JEGOU, Roberte SENNINGER, Emile CREPIN, Evelyne LENGLET, Didier BOMY, Margarete BARBARA, Daniel JUMEZ, Hubert MAQUAIRE, Josiane BOUTOILLE, Dominique DELSAUX, Maryse MAILLART, Pascal THIEBAUX, Jean-Pierre LAMOUR, Norbert MAGNIER, Maurice NEUVILLE, Patrick VIOLIER, Jean LEBAS, Jean-François ROUSSEL, Daniel FASQUELLE, Sascha MAIGNAN, Laurent SAGNIER, Cécile MIOTTI, Michel PETIT, Jean-Paul de LONGUEVAL, François DESRUES, Daniel BOURDELLE, Michel MEURILLON, Maryse JUMEZ, Bruno DELENCLOS, Alain SALOMON, délégués titulaires.

Roger NOEL, Louis DELENCLOS, délégués suppléants.

Etaient excusés et avaient donné pouvoir :

Marc DELABY a donné pouvoir à Bruno DELENCLOS
Valérie DECLERCQ a donné pouvoir à Jean-Jacques OPRESCO
Claudine OBERT a donné pouvoir à Jean-Claude RICART
Claudine TORABI a donné pouvoir à Jocelyne CAULIER
Jérôme DELETRE a donné pouvoir à Marie-France BUZELIN
Gérard RATYNSKA a donné pouvoir à Laurent SAGNIER
Marie-Claude LAGACHE a donné pouvoir à Sébastien BETHOUART
Christelle BEAURAIN a donné pouvoir à Josiane BOUTOILLE
Benoît ROUZE a donné pouvoir à Hubert DOUAY
Lilyane LUSSIGNOL a donné pouvoir à Daniel FASQUELLE
Sophie MOREL a donné pouvoir à Michel FOUQUES
Charles BAREGE a donné pouvoir à François DESRUES
Thierry SAMIEC a donné pouvoir à Claude COIN
René VAMBRE a donné pouvoir à Bruno COUSEIN
Jeannine SAMASSA a donné pouvoir à Joël LEMAIRE
Véronique GRAILLOT a donné pouvoir à Jacques FLAHAUT

Etaient excusés et représentés par un suppléant :

Dominique MASSON représenté par Roger NOEL
Christine LAUTROU représentée par Louis DELENCLOS

Etaient absents excusés et non représentés :

Michel HEDIN, Lucien BONVOISIN, Francis LEROY, Bertrand LEFEBVRE, Hubert DEGREVE.

Jean LEBAS est parti à 20h00 avant le vote de la délibération n° 2017-351

Secrétaire de séance : François DESRUES

2017-329 - Aménagement du Territoire – Débat sur le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) du PLU de la commune de Saint Aubin

Le président expose à l'assemblée,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L 153-12 et suivants et R. 153-2 ;

Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1er janvier 2017 de la communauté d'agglomération des deux baies en montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des communautés de communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et terres d'Opale ;

Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la communauté d'agglomération de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Saint Aubin en 2015 prescrivant l'élaboration du plan local d'urbanisme, définissant les objectifs poursuivis et fixant les modalités de concertation ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Saint Aubin en date du 10 février 2017 donnant son accord concernant la poursuite de la procédure de PLU par la communauté d'agglomération des deux baies en Montreuillois ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2017-109 en date du 27 avril 2017 décidant de poursuivre l'élaboration du PLU de la commune de Saint Aubin ;

Vu le document relatif au débat sur les orientations générales du PADD tel qu'il est annexé à la présente délibération et la présentation qui en a été faite ;

Considérant que le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) est un document au caractère obligatoire composant le PLU ;

Considérant qu'un débat doit avoir lieu au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale et des conseils municipaux sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables mentionné à l'article L. 151-5, au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme ;

Le PADD du PLU de la commune de Saint Aubin, permet de définir les objectifs en matière de développement du territoire. Il exprime les volontés et les ambitions de la collectivité dans le respect des grands principes énoncés à l'article L 151-5 du code de l'urbanisme ;

Considérant que l'article L 151-5 du code de l'urbanisme dispose que le projet d'aménagement et de développement durables définit :

1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;

2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.

Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Considérant que les orientations générales du PADD du PLU, telles qu'elles sont à ce jour proposées, se déclinent à partir de 3 grandes orientations, précisées dans le document joint en annexe, à savoir :

Orientation 1 : maîtriser et organiser le développement communal.

La commune souhaite s'engager dans une réflexion globale visant à intégrer le principe de gestion économe de son territoire. Elle choisit donc de densifier le tissu en proposant une urbanisation dans les limites actuelles, sans perdre de vue ce qui fait son identité.

Orientation 2 : pérenniser et encourager les activités économiques.

La commune possède des atouts économiques qu'elle souhaite maintenir voire renforcer comme des activités agricoles encore bien présentes et quelques activités artisanales et commerciales présentes dans l'enveloppe villageoise.

Orientation 3 : préserver et valoriser l'identité paysagère et environnementale de la commune.

La commune s'identifie comme une commune rurale rétro-littorale. Cette définition s'accompagne d'éléments du paysage et environnementaux qui participent à l'identité de la commune. Ce sont tous ces éléments fragiles qui participent au cadre de vie qualitatif que la commune entend préserver voire renforcer tout en prenant en compte les risques et les nuisances.

Considérant que les débats seront retranscrits dans un procès-verbal ;

La tenue du débat sur le PADD est formalisée par la présente délibération à laquelle est annexée le projet de PADD ainsi qu'un procès-verbal de synthèse.

Considérant que la présente délibération n'est pas soumise au vote.

Le conseil communautaire, après en avoir débattu, prend acte de la tenue ce jour, en séance, du débat portant sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables proposées.

La présente délibération sera affichée pendant un mois au siège de l'établissement public de coopération intercommunal.

Vote de l'assemblée.

Adopté à l'unanimité

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de 2 mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre des délibérations.

Le président,~

Bruno COUSEIN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20171214-2017-329-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2017

Publication : 18/12/2017



DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DES 2 BAIES EN MONTREUILLOIS

L'an deux mille dix-huit, le vingt-huit juin à dix-huit heures trente, le Conseil s'est réuni à la salle du COSEC 1 à Ecuire, sous la présidence de M. Bruno COUSEIN, suite à la convocation du 21 juin 2018, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la CA2BM.

Etaient présents : Bruno COUSEIN, Michel FOUQUES, Philippe COUSIN, Sébastien BETHOUART, Joël LEMAIRE, Walter KAHN, Jacques FLAHAUT, Claude VILCOT, Jean-Claude ALEXANDRE, Pierre-Georges DACHICOURT, Gaston CALLEWAERT, Jean-Claude GAUDUIN, Jean-Claude DESCHARLES, Mary BONVOISIN, Claude COIN, Hubert DOUAY, Patrick HERLANGE, Danièle BERTIN, Valérie DECLERCQ, Jean-Marie MICHAULT, Jean-Jacques OPRESCO, Claudine OBERT, Marie-Claude LAGACHE, David CAUX, Dominique MASSON, Michel HEDIN, Yannick VEREZ, Roberte SENNINGER, Evelyne LENGLET, Margarete BARBARA, Daniel JUMEZ, Christelle BEAURAIN, Maryse MAILLART, Sébastien BAILLET, Pascal THIEBAUX, Jean-Pierre LAMOUR, Francis LEROY, Norbert MAGNIER, Patrick VIOLIER, Jean-François ROUSSEL, Benoît ROUZE, Sophie MOREL, Sascha MAIGNAN, Laurent SAGNIER, Cécile MIOTTI, Jean-Paul de LONGUEVAL, François DESRUES, Daniel BOURDELLE, Thierry SAMIEC, Michel MEURILLON, Maryse JUMEZ, Bruno DELENCLOS, Jeannine SAMASSA, délégués titulaires.

Guy LEROY, Michel LOUVET, Jacques MONTADOR, délégués suppléants.

Etaient excusés et avaient donné pouvoir :

Philippe FAIT a donné pouvoir à Maryse MAILLART
Philippe FOURCROY a donné pouvoir à Claude VILCOT
Geneviève MARGUERITTE a donné pouvoir à Maryse JUMEZ
Jocelyne CAULIER a donné pouvoir à Danièle BERTIN
Jean-Claude RICART a donné pouvoir à Claudine OBERT
Claudine TORABI a donné pouvoir à Jean-Marie MICHAULT
Jérôme DELETRE a donné pouvoir à Valérie DECLERCQ
Marie-France BUZELIN a donné pouvoir à Pierre-Georges DACHICOURT
Gérard JEGOU a donné pouvoir à Sébastien BETHOUART
Didier BOMY a donné pouvoir à Walter KAHN
Hubert MAQUAIRE a donné pouvoir à Benoît ROUZE
Lucien BONVOISIN a donné pouvoir à Jean-Claude GAUDUIN
Josiane BOUTOILLE a donné pouvoir à Christelle BEAURAIN
Dominique DELSAUX a donné pouvoir à Sébastien BAILLET
Jean LEBAS a donné pouvoir à Dominique MASSON
Lilyane LUSSIGNOL a donné pouvoir à Sophie MOREL
Daniel FASQUELLE a donné pouvoir à Michel FOUQUES
Michel PETIT a donné pouvoir à Mary BONVOISIN
René VAMBRE a donné pouvoir à Claude COIN

Etaient excusés et représentés par un suppléant :

Maurice NEUVILLE représenté par Guy LEROY
Véronique GRAILLOT représentée par Michel LOUVET
Alain SALOMON représenté par Jacques MONTADOR

Etaient absents excusés et non représentés :

Marc DELABY, Emile CREPIN, Charles BAREGE, Christine LAUTROU, Bertrand LEFEBVRE, Hubert DEGREVE.

Thierry SAMIEC est arrivé à 18h56 avant le vote de la délibération n° 2018-143

Secrétaire de séance : Maryse JUMEZ

2018-142 - Aménagement du territoire – Arrêt du projet de plan local d’urbanisme de la commune de Saint Aubin

Vu le code de l’urbanisme et notamment ses articles L 151-1 et suivants, L. 153-11 et suivants L. 300-2 et R.151-1 et suivants, R. 153-11 et suivants ;

Vu le décret n°2015-1783 en date du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre 1^{er} du code de l’urbanisme et à la modernisation du contenu du Plan local d’urbanisme entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2016 ;

Vu l’arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1^{er} janvier 2017 de la communauté d’agglomération des deux baies en montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des communautés de communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et terres d’Opale ;

Vu l’arrêté Préfectoral complémentaire à l’arrêté portant création de la communauté d’agglomération de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d’aménagement de l’espace communautaire (Plan local d’urbanisme, document d’urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Saint-Aubin en date du 04 décembre 2015 prescrivant l’élaboration du plan local d’urbanisme sur l’intégralité du territoire en remplacement du Plan d’Occupation des Sols (POS) ; et définissant les objectifs poursuivis et fixant les modalités de concertation ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Saint Aubin en date du 10 février 2017 donnant son accord concernant la poursuite de la procédure de PLU par la communauté d’agglomération des deux baies en Montreuillois ;

Vu la délibération n°2017-109 en date du 27 avril 2017 par laquelle le conseil communautaire a décidé de poursuivre l’élaboration du PLU de la commune de Saint-Aubin ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 07 décembre 2017 prenant acte du débat sur le Projet d’Aménagement et de Développement Durable (PADD) ;

Vu la délibération n°2017-329 en date du 14 décembre 2017 du conseil communautaire relative au débat sur le projet d’aménagement et de Développement Durable (PADD) du PLU de la commune de Saint-Aubin ;

Considérant qu’un droit d’option est ouvert aux collectivités souhaitant intégrer le contenu modernisé des PLU en cours d’élaboration ou de révision (soit l’application des articles R.151-1 à R.151-55 du code de l’urbanisme) ;

Considérant que ce droit d’option s’applique aux procédures d’élaboration ou de révision générale en cours initiées avant le 1^{er} janvier 2016, uniquement si une délibération du conseil communautaire se prononce en faveur de l’intégration du contenu modernisé du PLU au plus tard lors de l’arrêt du projet conformément aux dispositions issues du décret du 28 décembre 2015 ;

Conformément à l’article R.153-3 du code de l’urbanisme, le conseil communautaire qui arrête le projet du PLU, peut simultanément titrer le bilan de la concertation en application de l’article L. 103-6 du code de l’urbanisme ;

Considérant que la délibération de prescription a défini les modalités de concertation suivantes :

- Publication d'articles dans la presse locale : voix du nord et le journal de Montreuil
- Mise à disposition en mairie d'éléments d'étude tout au long de la réflexion engagée jusqu'à ce que le conseil municipal arrête le projet de PLU
- Mise à disposition en mairie d'un registre servant à recueillir par écrit les remarques
- Enquête auprès de la population

Les modalités de concertation ont pris la forme suivante :

- Insertion dans la voix du Nord et le groupe Nord Littoral de la délibération de prescription
- Mise à disposition du public d'un registre en mairie tout au long de la procédure jusqu'à l'arrêt du projet
- Mise à disposition en mairie d'éléments d'étude tout au long de la procédure
- Réalisation d'un questionnaire distribué aux administrés (16 réponses)
- Une information à la population a été distribué aux habitants de la commune, accompagnée d'un résumé simplifié du PLU
- une permanence à la mairie de Saint-Aubin, en date du 05 janvier 2018, a eu lieu, dans laquelle une présentation en format A3 du PADD et du diagnostic a été faite aux personnes présentes soit une quinzaine de personnes

Cette concertation s'est déroulée tout au long de la procédure d'élaboration du PLU et la population a pu, de manière continue, suivre l'évolution du dossier ;

L'ensemble de la concertation prévue ci-dessus a été entièrement mené.

Ce bilan met fin à la phase de concertation préalable.

Le projet de PLU arrêté sera soumis à enquête publique ce qui permettra aux habitants de s'exprimer une nouvelle fois sur le projet et de faire valoir leurs observations avant l'approbation du PLU ;

Considérant que le conseil municipal de la commune de Saint-Aubin a débattu le PADD lors de la séance du conseil municipal du 07 décembre 2017 et que ces orientations sont conformes aux objectifs énoncés lors de la prescription de l'élaboration du PLU ;

Considérant que le conseil communautaire a débattu le PADD lors de la séance du 14 décembre 2017 et que ces orientations sont conformes aux objectifs énoncés lors de la prescription de l'élaboration du PLU ;

Considérant que les études d'urbanisme relatives à l'élaboration sont achevées ;

Considérant que les personnes qui doivent être associées ou consultées au cours de la procédure ont pu s'exprimer sur ces études et le projet du PLU et qu'ils ont pu faire part ainsi, dans leur domaine de compétences respectives, de leurs observations.

Considérant que le projet de PLU est prêt à être transmis pour avis aux personnes publiques qui ont été associées à son élaboration et aux organismes qui ont demandé à être consultés ainsi qu'à la mairie de Saint-Aubin ;

Il est proposé au conseil communautaire de bien vouloir :

- Appliquer au PLU, l'ensemble des articles R. 151-1 à R. 151-55 du code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur au 1^{er} janvier 2016 ;
- Approuver le bilan de la concertation présenté ci-avant ;
- Arrêter le projet de PLU tel qu'il est annexé à la présente délibération ;

- Soumettre pour avis le projet de PLU aux personnes associées ainsi qu'aux communes limitrophes et EPCI limitrophes conformément aux dispositions de l'article L.153-16 et L. 153-17 du code de l'urbanisme ; Le projet sera également présenté aux commissions suivantes : CDPENAF, CDNPS et Autorité Environnementale ;
- Soumettre le projet arrêté à la commune de Saint-Aubin, seule commune concernée, au sens de l'article R. 153-5 du code de l'urbanisme ;
- Autoriser le président à signer toutes pièces afférentes à ce projet.



La présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de l'établissement de coopération intercommunale ainsi qu'à la mairie de Saint-Aubin pendant un mois conformément aux dispositions de l'article R.153-3 du code de l'urbanisme.

Le dossier définitif du projet d'élaboration du PLU tel qu'arrêté par le conseil communautaire est tenu à la disposition du public.

Vote de l'assemblée.

Adopté à l'unanimité

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de 2 mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre des délibérations.

Le président,

Bruno COUSEIN



**DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DES 2 BAIES EN MONTREUILLOIS**

L'an deux mille dix-neuf, le quatorze Mars 2019 à dix-huit heures trente, le Conseil s'est réuni à la salle du COSEC 1 à Ecuire, sous la présidence de M. Bruno COUSEIN, suite à la convocation du 08 mars 2019, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la CA2BM.

Etaient présents : Bruno COUSEIN, Michel FOUQUES, Sébastien BETHOUART, Philippe FOURCROY, Joël LEMAIRE, Walter KAHN, Jacques FLAHAUT, Claude VILCOT, Geneviève MARGUERITTE, Jean-Claude ALLEXANDRE, Pierre-Georges DACHICOURT, Gaston CALLEWAERT, Jean-Claude DESCHARLES, Mary BONVOISIN, Claude COIN, Hubert DOUAY, Marc DELABY, Patrick HERLANGE, Valérie DECLERCQ, Jean-Marie MICHAULT, Jocelyne CAULIER, Jean-Jacques OPRESKO, Claudine OBERT, Jean-Claude RICART, Claudine TORABI, Jérôme DELETRE, Marie-France BUZELIN, Marie-Claude LAGACHE, Fernand DUCHAUSSOY, David CAUX, Dominique MASSON, Michel HEDIN, Yannick VEREZ, Gérard JEGOU, Roberte SENNINGER, Emile CREPIN, Evelyne LENGLET, Margarete BARBARA, Didier BOMY, Daniel JUMEZ, Hubert MAQUAIRE, Philippe FAIT, Josiane BOUTOILLE, Maryse MAILLART, Pascal THIEBAUX, Jean-Pierre LAMOUR, Francis LEROY, Norbert MAGNIER, Maurice NEUVILLE, Patrick VIOLIER, Jean LEBAS, Benoît ROUZE, Sophie MOREL, Laurent SAGNIER, Cécile MIOTTI, Michel PETIT, Charles BAREGE, François DESRUES, Daniel BOURDELLE, Maryse JUMEZ, Bertrand LEFEBVRE, Bruno DELENCLOS, Hubert DEGRIEVE, Jeanine SAMASSA, Véronique GRAILLOT, Alain SALOMON, délégués titulaires.

Yves DUBREUIL, délégué suppléant.

Etaient excusés et avaient donné pouvoir :

Philippe COUSIN a donné pouvoir à Daniel BOURDELLE
Jean-Claude GAUDUIN a donné pouvoir à Roberte SENNINGER
Danièle BERTIN a donné pouvoir à Jocelyne CAULIER
Lucien BONVOISIN a donné pouvoir à Maryse MAILLARD
Christelle BEAURAIN a donné pouvoir à Josiane BOUTOILLE
Dominique DELSAUX a donné pouvoir à Gaston CALLEWAERT
Sébastien BAILLET a donné pouvoir à Philippe FAIT
Lilyane LUSSIGNOL a donné pouvoir à Michel FOUQUES
Daniel FASQUELLE a donné pouvoir à Sophie MOREL
René VAMBRE a donné pouvoir à Claude COIN
Michel MEURILLON a donné pouvoir à Sébastien BETHOUART

Etaient excusés et représentés par un suppléant :

Jean-Paul DE LONGUEVAL a donné pouvoir à Yves DUBREUIL

Etaient absents excusés et non représentés :

Jean-François ROUSSEL, Sascha MAIGNAN, Christine LAUTROU, Thierry SAMIEC

Secrétaire de séance :

Roberte SENNINGER

Numéro de l'acte	2019-51
Nature de l'acte	Délibération
Matière de l'acte	8.4 Aménagement du territoire

Objet : Approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Aubin

• **Le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois sur avis du Bureau,**

M. le Président rappelle à l'organe délibérant de l'EPCI les étapes de la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint Aubin.

M. le Président indique que l'enquête publique sur le projet de Plan Local d'Urbanisme étant achevée et le commissaire enquêteur ayant déposé son rapport, il convient, maintenant d'approuver ce document d'urbanisme pour son entrée en vigueur.

M. le Président rappelle que conformément à l'article L.153-21 du code de l'urbanisme, les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire ont été présentés lors d'une conférence intercommunale rassemblant les maires des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale le 14 mars 2019 ;

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L 151-1 et suivants et L. 153-1 et suivants et R 151-1 et suivants et R 153-1 et suivants ;
- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants ;
- Vu le SCOT du pays maritime et rural du Montreuillois approuvé le 30 janvier 2014 ;
- Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1er janvier 2017 de la communauté d'agglomération des deux baies en montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des communautés de communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et terres d'Opale ;
- Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la communauté d'agglomération de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;
- Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Saint-Aubin en date du 04 décembre 2015 prescrivant l'élaboration du plan local d'urbanisme sur l'intégralité du territoire en remplacement du Plan d'Occupation des Sols (POS) ; et définissant les objectifs poursuivis et fixant les modalités de concertation ;
- Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Saint Aubin en date du 10 février 2017 donnant son accord concernant la poursuite de la procédure de PLU par la communauté d'agglomération des deux baies en Montreuillois ;
- Vu la délibération n°2017-109 en date du 27 avril 2017 par laquelle le conseil communautaire a décidé de poursuivre l'élaboration du PLU de la commune de Saint-Aubin ;
- Vu la délibération du conseil municipal en date du 07 décembre 2017 prenant acte du débat sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) ;
- Vu la délibération n°2017-329 en date du 14 décembre 2017 du conseil communautaire relative au débat sur le projet d'aménagement et de Développement Durable (PADD) du PLU de la commune de Saint-Aubin ;
- Vu la délibération du conseil communautaire n°2018-142 en date du 28 juin 2018 arrêtant le projet de PLU de la commune de Saint-Aubin ;
- Vu les pièces du dossier soumises à l'enquête notifiées aux personnes publiques dans les conditions définies à l'article R. 153-4 du code de l'urbanisme en date du 3 juillet 2018 ;

- Vu les observations émises par les Personnes Publiques Associées après l'arrêt du projet de PLU ;
- Vu l'avis favorable de la CDPENAF (Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers) en date du 29 octobre 2018 ;
- Vu l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale Région Hauts de France en date du 25 septembre 2018 ;
- Vu l'avis des services de l'Etat en date du 27 septembre 2018 ;
- Vu la complétude du projet intégrant le bilan annoté des remarques formulées par les personnes publiques associées au moment de l'arrêt du projet ;
- Vu l'arrêté du Président n° 2018-69 en date du 5 novembre 2018 portant organisation de l'enquête publique sur le projet de PLU de la commune de Saint Aubin, enquête publique qui s'est déroulée du 23 novembre 2018 au 28 décembre 2018 inclus ;
- Vu les pièces du dossier soumis à enquête publique ;
- Vu le mémoire en réponse aux observations du public produit par la CA2BM et transmis au commissaire enquêteur en date du 16 janvier 2019 ;
- Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur du 23 janvier 2019 ;
- Vu la présentation en conférence Intercommunale en date du 14 mars 2019 des avis joints au dossier, les observations du public et du rapport du commissaire enquêteur conformément à l'article L 153-21 du code de l'urbanisme ;
- Vu l'affichage de l'arrêté du Président n° 2018-69 en date du 5 novembre 2018 portant organisation de l'enquête publique en mairie de Saint Aubin ainsi qu'au siège de la CA2BM du 6 novembre 2018 et jusqu'à la fin de l'enquête publique ;
- Vu l'avis d'enquête publique paru dans les annonces légales à l'échelle départementale dans la Voix du Nord et le groupe Nord Littoral au moins 15 jours avant la tenue de l'enquête et rappelé dans les 8 premiers jours, à savoir, le 7 novembre et le 24 novembre 2018 pour la Voix du Nord et le 7 novembre et le 28 novembre pour le groupe nord Littoral, conformément à l'article R. 123-11 du code de l'environnement ; Un avis a été affiché en mairie de Saint Aubin ainsi qu'au siège de la CA2BM et sur le site internet de la CA2BM 15 jours avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci ;

Considérant que le projet de PLU arrêté, les avis des personnes publiques associées ainsi qu'un registre permettant au public de formuler ses observations ont été mis à disposition à la mairie de Saint Aubin ainsi qu'au siège de la CA2BM **du 23 novembre 2018 au 28 décembre 2018 inclus** ;

Considérant que l'enquête publique s'est déroulée **du 23 novembre 2018 au 28 décembre 2018 inclus**, soit pendant **36** jours consécutifs ;

Considérant que le dossier d'enquête publique mis à disposition a été complété par les avis des personnes publiques associées ;

Considérant que le dossier était également consultable sur le site internet de la CA2BM. Le public pouvait faire part de ses observations, propositions et contre-propositions écrites par courrier ou par courriel.

Considérant que parmi les personnes publiques associées, 7 ont émis un avis favorable assortis d'observations ; Les autres avis sont réputés favorables ;

Considérant que 13 annotations ont été portées sur le registre d'enquête (manuscrites – courriers) ;

Considérant que le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sans réserve ni recommandation ;

Considérant que lors de la conférence des maires, l'ensemble des réponses abordées dans le mémoire en réponse de la CA2BM suite aux remarques des Personnes Publiques Associées ainsi qu'au public ont été validées ;

Considérant qu'à l'issue de l'enquête publique, le PLU peut être modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur

conformément à l'article L 153-21 du code de l'urbanisme ;

Considérant que le dossier de Plan Local d'Urbanisme présenté, prenant en compte les avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur selon le mémoire en réponse et le bilan annoté des avis des personnes publiques associées (documents annexés à la présente délibération), est prêt à être approuvé ;

Considérant que les modifications apportées ne remettent pas en cause l'économie générale du document, il s'agit d'adaptations mineures. Le dossier modifié est prêt à être approuvé ;

**Après avoir entendu l'exposé du Président et en avoir délibéré,
Le conseil communautaire décide :**

- d'approuver le plan local d'urbanisme de la commune de Saint Aubin tel qu'il est annexé à la présente délibération.

Conformément aux articles R 153-20 et R. 153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet :

- d'un affichage durant un mois au siège de la communauté d'agglomération des deux baies en Montreuillois ainsi qu'en mairie de Saint Aubin ;
- d'une mention dans un journal d'annonces légales diffusé dans le département (Groupe Nord Littoral) ;
- d'une publication au recueil des actes administratifs ;

Le plan local d'urbanisme de la commune de Saint Aubin approuvé sera tenu à la disposition du public à la mairie de Saint Aubin ainsi qu'au siège de la communauté d'agglomération des deux Baies en Montreuillois aux jours et heures habituels d'ouverture conformément à l'article L 153-22 du code de l'urbanisme.

La présente délibération accompagnée du Plan Local d'Urbanisme approuvé seront transmises :

- en sous-préfecture de Montreuil-sur-Mer ;
- à la mairie de Saint Aubin.

Conformément à l'article L 153-23 du code de l'urbanisme, le PLU sera exécutoire dès lors qu'il sera publié et transmis à l'autorité administrative compétente de l'Etat dans les conditions définies aux articles L 2131-1 et L 2131-2 du CGCT.

Adopté à l'Unanimité

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de 2 mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme au registre des délibérations.

Le Président,

Bruno COUSEIN



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20190314-2019-51-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/03/2019

Affichage : 15/03/2019





**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DES 2 BAIES EN MONTREUILLOIS**

L'an deux mille vingt-deux, le dix-sept mars à dix-huit heures, le Conseil s'est réuni à la salle Raymond LAVOGEZ (COSEC 1) à Ecuire, sous la présidence de M. Bruno COUSEIN, suite à la convocation du 11 mars 2022, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la CA2BM.

Etaient présents : Tous les conseillers communautaires titulaires en exercice, à l'exception de :

Etaient excusés et avaient donné pouvoir :

Pierre DUCROCQ a donné pouvoir à **Françoise DENIS**
Marc DELABY a donné pouvoir à **Joel LEMAIRE**
Claudine TORABI a donné pouvoir à **Marie-France BUZELIN**
Claudine OBERT a donné pouvoir à **Bernard MORGENTHALER**
Jocelyne CAULIER a donné pouvoir à **Michel KUCHARSKI**
Christèle DEHARBE a donné pouvoir à **Bernard WAUQUIER**
Josiane BOUTOILLE a donné pouvoir à **Christelle BEURAIN**
Anthony JOUVENEL a donné pouvoir à **Daniel FASQUELLE**
Amélie JANKOWSKI a donné pouvoir à **Mary BONVOISIN**
Thierry SAMIEC a donné pouvoir à **Claude COIN**

Etaient excusés et représentés par un suppléant :

Patrick HERLANGE représenté par **Serge MINER**
Dominique BIGAND représenté par **Christèle BERNARD**
Bruno DELENCLOS représenté par **Jérémy PERNAK**
Hubert DEGREVE représenté par **Romain LAMOUR**

Etaient absents excusés et non représentés :

Philippe COUSIN, Sébastien BETHOUART, Jean-Pierre LAMOUR, Jean-François ROUSSEL, Daniel THILLIEZ, Jean-Claude GAUDUIN

Jean-Paul de LONGUEVAL est arrivé à 18h17 avant le vote de la délibération 2022-54
Didier BRICOUT est arrivé à 18h39 avant le vote de la délibération 2022-56

Secrétaire de séance : Marie-France BUZELIN



Numéro de l'acte	2022-68
Nature de l'acte	Délibération
Matière de l'acte	2.1. Planification Urbaine

Objet : Bilan de la concertation et Approbation de la modification n°1 du PLU de la commune de Saint Aubin

• Le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois sur avis du Bureau,

- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-36 et suivants, R104-12, R.153-20 et suivants ;
- Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1er janvier 2017 de la Communauté d'agglomération des deux baies en montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des communautés de communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et Terres d'Opale ;
- Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;
- Vu la délibération du conseil communautaire de la CA2BM n°2019-51 en date du 14 mars 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme communal ;
- Vu l'arrêté du Président 2021-43 en date du 01^{er} juin 2021 décidant de la mise en œuvre de la procédure de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme communal ;
- Vu la notification du projet de modification aux personnes publiques associées mentionnées l'article L. 153-40 du code de l'urbanisme ainsi qu'à la commune de Saint-Aubin, en date du 21 septembre 2021 concernant la modification du PLU de la commune de Saint-Aubin ;
- Vu la saisine de l'autorité environnementale en date du 17 septembre 2021 ;
- Vu la décision de dispense d'évaluation environnementale n°2021-5750 en date du 03 novembre 2021 de la MRAE ;
- Vu les réponses des personnes publiques associées ;
- Vu la délibération n°2021-355 en date du 25 novembre 2021 définissant les modalités de mise à disposition du projet de modification simplifiée du PLU de la commune de Saint Aubin ;
- Vu la mise à disposition du public qui s'est déroulée du 13 décembre 2021 au 14 janvier 2022 ;
- Considérant que parmi les personnes publiques associées sollicitées sur la modification du PLU de la commune de Saint-Aubin, trois retours formulés sont favorables sans réserve et que les autres sont réputés favorables ;
- Considérant que la MRAe a dispensé le dossier d'évaluation environnementale ;
- Considérant qu'à l'issue de la mise à disposition, le président de l'établissement public en présente le bilan devant l'organe délibérant de l'établissement public, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée ;

1. Bilan de la mise à disposition

Le public pouvait consulter le dossier mis à disposition et consigner ses observations, propositions et contre-propositions sur le registre ouvert à cet effet en mairie de Saint-Aubin (Place de la Mairie 62170 Saint-Aubin) aux jours et heures habituels d'ouverture au public du 13 décembre 2021 au 14 janvier 2022 inclus (soit pendant 33 jours) ;

Le public pouvait également consulter les dossiers sur le site internet de la CA2BM (www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures-en-cours et www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public).

Un poste informatique était accessible aux personnes souhaitant consulter le dossier, en mairie de Saint-Aubin, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Toute personne pouvait obtenir communication du dossier, sur demande.

Le public pouvait également adresser ses observations, propositions et contre-propositions écrites par correspondance au Président de la CA2BM (11-13 place Gambetta – 62170 Montreuil-sur-Mer) du 13 décembre 2021 9h00 au 14 janvier 2022 inclus ;

Les observations pouvaient également être adressées par courriel à l'adresse modificationplu@ca2bm.fr accessible depuis l'onglet du site de la CA2BM, dans la rubrique urbanisme dans la rubrique mise à disposition du public : www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public. Un lien était accessible dans la rubrique urbanisme : <https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-documents-durbanisme/les-procedures-en-cours> ;

- Considérant que l'ensemble des modalités de mise à disposition définies dans la délibération du conseil communautaire ont été respectées (affichage, parutions, avis informant le public...) ;

- Considérant qu'aucune observation n'a été inscrite sur le registre de mise à disposition, qu'aucun courrier ni courriel n'a été reçu ;

2. Dossier soumis à approbation

- Considérant qu'au terme de la mise à disposition du public et compte tenu de ses résultats, des observations du public et des avis des personnes publiques associées, le responsable du projet peut être amené à modifier de manière non substantielle le dossier ;

Considérant qu'au vu des avis favorables des personnes publiques associées et de l'absence de remarques du public, aucune modification n'a été apportée au document soumis à l'assemblée ;

Après avoir entendu l'exposé du Vice-président compétent, il est demandé au conseil communautaire de bien vouloir :

- Approuver le bilan de la mise à disposition du public présenté précédemment ;
- Approuver la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Saint-Aubin, telle qu'annexée à la présente délibération.

Conformément aux dispositions des articles L153-23 et R153-20 à 22 du code de l'urbanisme, la date d'opposabilité correspond à la date de la dernière des mesures de transmission, de publicité ou d'affichage suivantes :

- *Date de réception du dossier complet en préfecture ou sous-préfecture,*
- *Date du 1^{er} jour d'affichage de la délibération d'approbation à la mairie **de Saint-Aubin et à la Communauté d'agglomération,***
- *Date de parution du journal dans lequel mention de l'affichage a été insérée.*

Le dossier de la modification du plan local d'urbanisme sera tenu à la disposition du public à la mairie de Saint-Aubin ainsi qu'au siège de la CA2BM aux jours et heures habituels d'ouverture. Le PLU opposable sera publié sur le site internet de la CA2BM.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint-Hilaire – 59000 LILLE) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.

Adopté à l'Unanimité

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de 2 mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre des délibérations.

Le Président,

Bruno COUSEIN



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20220317-2022-68a-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 24/03/2022

Affichage : 18/03/2022



Numéro de l'acte	2022-96
Nature de l'acte	ARRETE
Matière de l'acte	2.1 Documents d'urbanisme

Objet : Arrêté portant mise à jour du PLU de la commune de Saint-Aubin concernant l'annexion du Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPi)

Le Président de la communauté d'agglomération des 2 Baies en Montreuillois,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles R. 151-51, R.151-53 et L 153-60 ;
- Vu l'article L.581-14-1 du Code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1er janvier 2017 de la communauté d'agglomération des deux baies en montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des communautés de communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et terres d'Opale ;
- Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la communauté d'agglomération de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;
- Vu le Règlement Local de Publicité Intercommunal de la CA2BM, approuvé par délibération du conseil communautaire n° 2022-289 en date du 06/10/2022 ;
- Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Aubin concerné par le présent arrêté;
- Vu le document ci-annexé ;
- Considérant que la mise à jour du PLU est effectuée pour modifier le contenu des annexes via un arrêté de mise à jour (article R153-18 du code de l'urbanisme), dans la mesure où le règlement local de publicité intercommunal a été approuvé ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Aubin est mis à jour à la date du présent arrêté.

A cet effet, la délibération n°2022-289 susvisée ainsi que le plan de zonage ont été visés par Monsieur le Président, avec la mention : « *Vu pour être annexé au Plan Local d'Urbanisme* ».

Article 2 : La mise à jour est tenue à la disposition du public :

- en mairie de Saint-Aubin ;
- au siège de la CA2BM ;
- à la préfecture du Pas-de-Calais ;
- à la sous-préfecture ;
- à la direction départementale des territoires et de la mer.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché en mairie de Saint-Aubin ainsi qu'au siège de la CA2BM pendant une période d'un mois à compter de sa signature, conformément aux dispositions de l'article R153-18 du code de l'urbanisme.

Article 4 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois dans le délai de deux mois à compter de sa date de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039- 59014 Lille Cedex) dans le délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté ou à compter de la réponse de la communauté si un recours administratif a été préalablement déposé.

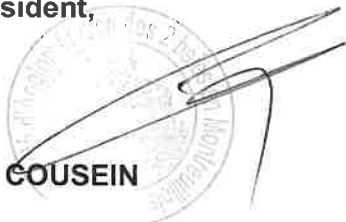
Article 5. – Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au préfet du Pas-de-Calais et au directeur départemental des territoires et de la mer.

Fait à Montreuil-sur-Mer,

Le 04.01.2023

Le Président,

Bruno COUSEIN



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20230104-ARRETE2022-96-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/01/2023